QATIF, AWAMIYIAH, L'EST DE L'ARABIE SAOUDITE SUBIT UNE RÉPRESSION FÉROCE

Souvenances de Ibn-Taymiyya

Les statistiques des Al-Saoud les estiment à 10% de la population du royaume. Selon des estimations occidentales, notamment américaines, les chiites sont beaucoup plus nombreux en Arabie Saoudite que les chiffres officiels ne le reconnaissent.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les autorités de cette monarchie ont toujours relégué les populations de l'est (les chiites) en les réduisant à des statuts équivalents à ceux des indigènes algériens du temps de la colonisation. Sans droits réellement définis ou même identifiés, les sunnites du royaume les ont régulièrement réprimés, emprisonnés, traqués et chassés des territoires nantis réservés aux Saoudiens de «souche», de rites sunnites ou prétendument tels.

En vérité, le sunnisme saoudien n'existe pas plus. Il a été avalé par le wahhabisme, idéologie décadente, puisant dans ce qu'il y a de plus rétrograde chez Ibn Taymiyya déjà lui-même chantre et apôtre du conservatisme religieux le plus brutal, plus proche des ténèbres que des éclats de lumière.

Dès la création de l'Arabie Saoudite, les Anglo-Saxons, en définitive les Britanniques, ensuite les Américains ont saisi l'opportunité de placer le wahhabisme en mouvement leader du monde dit arabo-musulman.

Cela avait un triple avantage stratégique. Ne pas permettre aux peuples de la région, et en premier chef à celui de l'Arabie Saoudite, d'accéder aux siècles des lumières de l'indépendance énergétique, de la libération de la femme, de l'alignement sur ce qu'il y a — il y avait ? de progressiste, de moderne et d'émancipation dans les mondes des 19e, 20 et 21e siècles. Ravaler la monarchie saoudo-wahhabiste au rang de valet-gendarme chargé de torpiller, saper ou réprimer toute évolution vers le progrès dans d'autres nations arabes ou musulmanes (Égypte de Nasser, Algérie de Boumediène, Yémen de Abdelfattah Ismaïl, Syrie, Irak, Tunisie de Bourguiba). Et, en dernier lieu, enfermer la question palestinienne dans un stérile, improductif et supposé conflit entre l'Islam et le judaïsme. Commode pour cacher la nature coloniale du régime sionniste d'Israël depuis 1948 et de passer sous silence que les Palestiniens qui se sont levés contre Israël depuis la proclamation de cet Etat sont chrétiens, juifs, arabes noncroyants ou laïques, araméens, arméniens, grecs orthodoxes et, évidemment, musulmans.

En isolant l'identité palestinienne et en ne la faisant fonctionner que comme contre-poids à la judéité ou à la juiverie, l'Arabie Saoudite se positionnait, en fait, comme garant de l'existence d'Israël et comme boulet attaché aux pieds des Palestiniens. Présentement, les Al-Soud sont actionnés par les USA et l'Otan contre toutes velléités de changement dans leur environnement propre (Bahreïn, Emirat arabes unis, Égypte avec un soutien sans faille aux Frères musulmans, ce qui paralyse l'armée de ce pays et la met sur la défensive et, depuis peu, dans le Yémen.

Après l'expédition punitive menée dans ce pays depuis deux semaines à la tête d'une armée de coalisés, tous du même acabit, Riyadh se rend à l'évidence. Le Yémen est un dur morceau et cette nation autrement plus solide que le fondement sur lequel trônent les Al-Saoud fait mieux que résister, porte même le combat plus loin qu'attendu.

Les Saoudiens, piégés, veulent tout naturellement mobiliser autour du schisme sunna-chiâ (sunnisme-chiisme) pour impliquer l'Iran et parasiter l'accord sur le nucléaire paraphé par Téhéran en Suisse la semaine passée. L'axe Tel-Aviv-Riyadh apparaît au grand jour et agira, désormais, sans masque et, au vu et au su de tous.

Les wahhabites, bras armé de l'impérialisme, iront jusqu'au bout de leur doctrine, quitte à transformer le Moyen-Orient en terres brûlées où l'herbe y repoussera à peine. C'est l'un des objectifs recherchés par l'impérialisme pour remodeler la carte géographique en Orient et au Maghreb.

Pourtant, il y a loin de la coupe aux lèvres et rien n'est écrit à l'avance.

L'Amérique et l'Otan ont déjà subi de sérieux revers en Orient : résistance de la Syrie, du Hezbollah, tristes fins des complots en Tunisie et en Egypte, chutes sans gloire d'Ennahda et de Marzougui, et vigilance, désormais, accrue des chrétiens d'Orient, des Palestiniens, des autres musulmans non encore inféodés au wahhabisme.

Depuis avant-hier, c'est important, les Al-Saoud font face à des résistances internes, au Qatif et à Awamiyiah , est du royaume, chiite, proche du Yemen. La répression y est féroce mais les chiites du royaume n'ont pas peur et peuvent aider à la débâcle des Al-Saoud au Yémen et même en Arabie wahhabite. La machine grince.

A. M.

SYRIE

Le régime se prépare à une opération militaire à Yarmouk

Le régime syrien juge qu'une opération militaire est désormais nécessaire pour chasser les djihadistes de l'Etat islamique du camp de Yarmouk dans le sud de Damas, où des dizaines de milliers de civils sont pris au piège des combats.

Pour l'Union européenne, qui a débloqué une aide d'urgence à une agence de l'ONU pour aider ce camp palestinien le plus grand de Syrie, la souffrance des habitants a atteint des «niveaux intolérables». «La priorité est d'expulser et de défaire les hommes armés et les terroristes du camp», situé à 8 km seulement du centre de Damas, a affirmé le ministre syrien de la Réconciliation nationale Ali Haïdar, en référence aux djihadistes de l'EI qui ont pris d'assaut le camp le 1er avril. «Dans les circonstances actuelles, une solution militaire s'impose», a-t-il ajouté.

Entrée de troupes si nécessaire

«Ce n'est pas l'État qui l'a choisie mais ceux qui sont entrés dans le camp», a-t-il dit en référence à l'EI, après une rencontre avec le dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Ahmad Majdalani. En réponse à une question sur la possibilité de l'entrée de troupes syriennes à Yarmouk, le ministre a répondu : «C'est l'Etat syrien qui décidera si la bataille le nécessite», sans élaborer.

Cette annonce a été faite plus d'une semaine après le début de l'assaut de l'EI à Yarmouk, qui est en réalité un grand quartier dans le sud de Damas. Depuis fin 2012, ce camp est un champ de bataille entre forces du régime de Bachar al-Assad et rebelles syriens, appuyés chacun par des groupes palestiniens.

Mais avec l'assaut de l'EI, la majorité des groupes palestiniens combattent l'EI, tandis que l'armée de l'air du régime bombarde les positions du groupe. M. Haïdar a laissé entendre que l'EI avait attaqué le camp car le régime et les factions palestiniennes hostiles à Bachar al-Assad étaient sur le point de conclure un accord pour lever le siège de l'armée qui asphyxie le camp depuis près de deux ans.

La délégation de l'OLP à Damas a indiqué qu'elle donnait son feu vert pour toute opération décidée par le régime.

«Il est de plus en plus difficile de parler de solution politique dans le camp», a affirmé M. Majdalani. «Le leadership palestinien soutiendra toute décision du gouvernement syrien», a-t-il dit.

«Il n'est pas possible de négocier avec» le groupe, a renchéri Anouar Abdel Hadi, un reponsable de l'OLP à Damas.

Une réunion devait rassembler hier soir toutes les factions palestiniennes à Damas, dont le mouvement islamiste Hamas, rival de l'OLP du président Mahmoud Abbas. Le Hamas soutient le principal groupe palestinien armé combattant actuellement l'EI, Aknaf Beit al-Maqdess, qui est également hostile au régime syrien.

Souffrance intolérable

Des dizaines de milliers de civils sont actuellement bloqués à l'intérieur du camp, où les conditions de vie étaient déjà catastrophiques en raison du siège. «La souffrance des civils au camp de Yarmouk a atteint des niveaux intolérables», a affirmé dans un communiqué Christos Stylianides, commissaire de l'UE à l'Aide humanitaire et à la gestion de crises. «J'appelle vivement tous les bélligérants à permettre un accès humanitaire immédiat et inconditionnel au camp», a-t-il dit, réitérant un appel du Conseil de sécurité de l'ONU.

Depuis 2012, Yarmouk a été soumis à un siège impitoyable de la part du régime, provoquant la mort de près de 200 personnes par malnutrition et d'absence de médicaments, d'après l'OSDH.

Cette situation s'est aggravée avec l'assaut de l'EI, poussant près de 2 500 civils terrorisés à fuir le camp.

Sur un autre front, une double attaque à la voiture piégée perpétrée par l'EI a frappé mardi soir deux localités de la province septentrionale d'Alep, faisant au moins 32 morts dont trois hauts commandants islamistes.

«L'EI veut ouvrir un nouveau front et cherche à s'étendre dans la province d'Alep» face à ses rivaux islamistes et notamment la branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra.

Et à Moscou, des opposants et des représentants du régime syrien tentaient au troisième jour de pourparlers de faire revivre le processus politique actuellement au point mort en vue d'une issue au conflit qui a fait plus de 215 000 morts depuis quatre ans.

La moitié des djihadistes européens en Syrie et en Irak sont français

Près de 1 500 Français au total ont quitté la France à destination des zones de djihad en Syrie et en Irak, où ils constituent près de la moitié des djihadistes européens, selon un rapport sénatorial publié hier.

Le rapport note que le chiffre de 1 500 est en augmentation de 84% comparé à celui de janvier 2014. Présentant ce rapport sur «les réseaux djihadistes en France et en Europe», le sénateur Jean-Pierre Sueur a souligné que sur les quelque 3 000 djihadistes européens recensés dans les régions tenues par le groupe Etat islamique — il a précisé que tous sont loin d'avoir été recensés —, près de la moitié, soit 47%, sont français. «Les services de la Direction centrale de la sécurité intérieure (DGSI) suivent actuellement plus de 3 000 personnes suspectées d'être impliquées dans des filières syriennes, un chiffre en augmentation de 24% par rapport au mois de novembre 2014», a ajouté le parlementaire. Le rapport précise que sur les 1 432 Français concernés par cette filière, 413 se trouvent effectivement dans les zones de combat, dont 119 femmes. En outre, 261 ont quitté la zone de djihad, dont 200 pour regagner la France, et 85 auraient été tués sur place alors que deux sont emprisonnés en Syrie. Selon le parlementaire, 152 islamistes radicaux sont actuellement incarcérés en France, pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste», dont seulement 22 avaient effectué un séjour préalable en prison. Pour «prévenir la radicalisation», le rapport préconise de «mettre en place des actions obligatoires de formation à la détection de la radicalisation à destination de tous les acteurs de terrain» (personnels enseignants, conseillers d'éducation, éducateurs, magistrats en charge des affaires familiales...). Il suggère également «d'intégrer dans les programmes scolaires une formation à la réception critique des contenus diffusés sur internet» et «d'élaborer des contre-discours adaptés aux profils variés et de s'appuyer pour leur diffusion sur la parole d'anciens djihadistes ou extrémistes repentis». Afin de «mieux contrôler les frontières de l'Union européenne», le rapport suggère aussi «d'augmenter les effectifs de la police de l'air et des frontières (PAF)» et de former «un corps de garde-frontières européen».